
La région du Proche et du Moyen-Orient est au cœur de nombreux enjeux stratégiques dans le monde, les crises y sont nombreuses. L'Iran constitue un facteur d'instabilité. De fait, cette grande puissance régionale, qui tente d'acquérir la bombe nucléaire, déstabilise la région et entretient des mauvaises relations avec l'Occident notamment depuis la révolution iranienne de 1979. En se servant de ses proxys, comme le Hamas dans l'actuelle guerre israélo-palestinienne, l'Iran déstabilise les pays voisins, ce qui a un impact mondial. Cela peut expliquer l'existence d'un arc de crise dans la région.

Un arc de crise est une expression qui fait référence à un territoire délimité, une étendue, où les crises y sont nombreuses. La région de ces arcs de crises diverge selon les priorités et intérêts des puissances qui les définissent. Tout de même, au niveau international, certaines régions comme le Sahel, le Moyen-Orient ou l'Asie centrale sont souvent centrales dans les priorités. Les crises, vectrices d'instabilités, sont souvent politiques et créatrices de conflits. En effet, une crise a des causes, mais aussi de nombreuses conséquences et des effets qui peuvent être néfastes pour d'autres puissances. Les grandes puissances mondiales, comme les États-Unis, veulent étendre leur influence dans ces régions de crises pour stabiliser la situation et servir leurs intérêts.

Depuis le début de la guerre froide, en 1947, opposant les États-Unis à l'URSS (Union de la République Socialiste et Soviétique), les arcs de crises et les priorités évoluent.

La délimitation d'un arc de crise par une puissance a pour but d'identifier les conflits et crises qui nuisent à ses intérêts et déstabilisent le monde. L'objectif est notamment de mettre en œuvre des actions pour mettre fin à ces crises. C'est notamment la raison de l'intervention de l'Oncle Sam en Afghanistan et en Irak au début des années 2000, au nom de la guerre contre le terrorisme. Pourtant, cette action a eu un effet déstabilisateur dans la région. Très souvent, la tentative de lutte contre la crise d'une région ne fait que l'amplifier. Ainsi, la priorité donnée aux régions concernées par les arcs de crise permet-il de stabiliser les territoires et de répondre aux intérêts stratégiques des États ?

La délimitation d'arcs de crises dans le monde répond, avant tout, à des intérêts stratégiques (I). La lutte contre les crises dans ces régions permet, dans certains cas, une forme de stabilité et répond aux objectifs voulus (II). Nonobstant, les actions au sein de ces arcs de crises amplifient très souvent la situation et n'ont pas les effets escomptés. (III).

La délimitation d'arcs de crises dans le monde répond, avant tout, à des intérêts stratégiques.

La délimitation des arcs de crise évolue avec le temps et selon les priorités géopolitiques. En effet, la stratégie qui consiste à délimiter une zone nuisible pour les intérêts d'un État ou une zone d'une importance capitale n'est pas nouvelle. De fait, dans la première moitié du XX^{ème} siècle, Nicholas SPYKMAN théorise la notion de Rimland. C'est un territoire qui entoure le Heartland et pourrait permettre de le contrôler. Théorisé par MACKINDER, le Heartland serait le « cœur du monde ». Ainsi, théoriquement, le contrôle du Rimland pourrait permettre de contrôler le Heartland, et donc le monde entier. De fait, une large partie des arcs de crise mondiaux se trouvent au sein du Rimland de SPYKMAN. Une partie des conflits qui ont opposé indirectement les États-Unis à l'URSS pendant la guerre froide étaient dans ce SPYKMAN : blocus de Berlin, invasion soviétique en Afghanistan ... etc. Au XXI^{ème} siècle, les arcs de crise ont évolués. L'arc de crise français donne par exemple une certaine priorité à la région du Sahel. Le « croissant de crises » de Pierre BIARNÈS, au début du XXI^{ème} siècle, concentre les crises particulièrement au niveau de l'Europe de l'Est, du Moyen-Orient et d'une grande partie de l'Asie, notamment l'Asie centrale. Cela met en lumière l'évolution de la délimitation des arcs de crise avec le temps et la situation géopolitique, dans l'objectif de répondre aux intérêts stratégiques du moment.

Les actions dans le cadre des arcs de crise peuvent parfois avoir un retentissement mondial. En effet, un concentré de crises à un même endroit peut déstabiliser la situation politique et géopolitique mondiale. Une crise locale peut très rapidement devenir mondiale, cela devient un conflit internationalisé. C'est le cas par exemple de la guerre israélo-palestinienne qui oppose deux petits territoires, pourtant cette guerre est d'ampleur mondiale. De fait, de nombreux États prennent position en s'exprimant sur la scène géopolitique mondiale et aident parfois militairement ou économiquement un camp. Cette guerre a lieu au Moyen-Orient, région très souvent incluse dans les arcs de crise des États. Les États-Unis tentent notamment de pacifier ce conflit en s'imposant comme médiateur. Les négociations du nouveau président américain Donald TRUMP début 2025 illustre bien cette volonté. Cependant, l'arc de crise américain s'élargit progressivement vers l'Asie, en particulier dans la région de l'Indo-Pacifique. L'action de la première puissance mondiale au sein de l'arc de crise du Moyen-Orient montre le caractère internationalisé que ce conflit a pris.

Les interventions dans les régions des arcs de crise servent surtout les intérêts des États et parfois l'intérêt général. Effectivement, la question des intérêts stratégiques est centrale. L'intervention d'une puissance sur un territoire de son arc de crise, c'est-à-dire sur un territoire où se déroule une crise qui est considérée comme nuisible pour ses priorités, a pour but de développer ou conserver son influence. Les interventions des

États-Unis de 2001 et de 2003 au Moyen-Orient étaient une réaction à l'attaque terroriste du 11 septembre 2001 à New-York. Cela a signé le début d'une guerre globale contre le terrorisme. Même si l'objectif est aussi de lutter contre le terrorisme au niveau mondial, de pacifier le monde, ces interventions sont avant tout pour la sécurité du territoire américain. De plus, afin de pouvoir intervenir dans les régions des arcs de crise et défendre leurs intérêts, les États installent des bases militaires dans le monde. L'objectif est d'être capable d'intervenir à tout moment et dans tous les endroits définis par leur arc de crise. Cela explique notamment les sept bases militaires présentes à Djibouti : États-Unis, Japon, Chine, France, Italie, Espagne, Allemagne. Ce pays africain est géographiquement proche de la région du Sahel, qui regroupe de nombreuses crises politiques, et proche du détroit de Bab-El-Mandeb qui ouvre à la mer Rouge. Cela montre bien l'intérêt des États à avoir une capacité d'intervention au sein de leurs arcs de crise. Ce sont leurs intérêts stratégiques que les États veulent garantir afin d'avoir un rôle majeur dans l'échiquier géopolitique mondial.

La délimitation des arcs de crise est donc importante pour pouvoir répondre aux intérêts stratégiques des États. Cette délimitation a évolué et s'est précisée avec le

temps, notamment depuis le début de la guerre froide au milieu du XX^{ème} siècle. Parfois, les priorités données dans ces régions ont l'effet escompté.

La lutte contre les crises dans ces régions permet, dans certains cas, une forme de stabilité et répond aux objectifs voulus.

Les actions menées dans les régions des arcs de crise répondent parfois aux intérêts des États. En effet, durant la guerre froide, l'arc de crise américain était lié aux pays communistes et aux pays où le communisme soviétique risquait de se propager. C'est pour cela que les États-Unis ont essayé d'agir pour endiguer le communisme, en particulier sur le continent européen. De fait, de nombreux pays européens étaient touchés par une crise économique, liée à l'après-guerre. Afin de ne pas laisser le communisme soviétique se propager dans ces pays affaiblis, les États-Unis ont proposé une aide économique. Le plan Marshall de 1948, juste après le début de la guerre froide, vient économiquement en aide aux pays européens. L'URSS contrôlait déjà une majeure partie du Heartland, et souhaitait élargir son territoire. L'union soviétique, avec sa volonté expansionniste, avait la volonté de s'étendre sur une partie de la région du Rimland pour avoir un impact plus important sur le monde. Ainsi, l'action américaine, qui correspond à

son arc de crise au milieu du XX^{ème} siècle, a permis d'instaurer progressivement une forme de stabilité européenne, tout en répondant aux intérêts de l'Oncle Sam.

Même si les actions dans les régions des arcs de crise ont les effets voulus, le changement est parfois temporaire. Il est vrai qu'il n'est pas facile de répondre à une crise, de réussir à y mettre fin, particulièrement lorsqu'il s'agit d'une crise politique. Avant la révolution iranienne de 1979, le pays avait de bonnes relations avec l'Occident et notamment les États-Unis. Après cette crise qui a cassé les liens avec ces derniers, l'Iran est entré dans l'arc de crise américain. En dépit des mauvaises relations, les États-Unis sont parvenus à de petites avancées et stabilisations, par exemple dans le domaine du nucléaire. Accusé de développer un programme nucléaire militaire, bafouant le traité de non-prolifération de 1968, le géant américain a essayé d'intervenir diplomatiquement dans cet arc de crise. De ces mauvaises relations a tout de même émergé un accord, celui de 2015. Il serait en effet possible de voir ces accords de Vienne comme un avancée dans la situation entre l'Iran et les États-Unis. Suite à cet accord, l'Iran s'engage en particulier à ne pas développer son programme nucléaire militaire. Encore une fois, ces avancées sont à nuancer car en 2025, l'Iran est accusé une nouvelle fois de ne pas respecter son engagement. En avril de la même année, TRUMP a même menacé ce pays du Moyen-Orient d'attaque militaire dans le cas où le pays ne respecterait les conditions données

par les États-Unis. Ainsi, cela met en avant la difficulté à stabiliser les régions dans les arcs de crise. Bien qu'il y ait des avancées notables, elles ne sont pas toujours durables.

Les actions menées dans les régions concernées par les arcs de crise sont parfois vectrices de stabilité, pendant un certain temps. Les interventions peuvent permettre des avancées significatives. Cependant, cela reste compliqué de stabiliser ces régions qui sont au cœur de nombreuses crises. L'intervention des États, dans l'objectif de répondre à leurs intérêts, a parfois n'inverse de l'effet escompté.

En revanche, les actions au sein de ces arcs de crises amplifient très souvent la situation et ne produisent pas les effets voulus.

Il est difficile de mener des actions efficaces, répondant aux objectifs, au sein des territoires des arcs de crise. En effet, depuis le mouvement de décolonisation du XX^{ème}

siècle, les anciens territoires français rejettent la présence française dans leur pays. Bien qu'une partie de l'Afrique soit incluse dans l'arc de crise français, la France a du mal à intervenir et mener des actions qui répondent à ses intérêts stratégiques. Depuis quelques années, certains pays africains refusent la présence de l'armée française sur leur territoire. Aujourd'hui, la France n'est plus présente au Tchad, ni au Niger. Elle est actuellement en train de se retirer progressivement de la Centrafrique et du Sénégal. En dépit de sa présence à Djibouti, la France a du mal à agir sur son arc de crise. Les relations sont de plus en plus mauvaises, comme le montre également les relations fin avril 2025 entre la France et l'Algérie. Les pays africains de l'arc de crise de la France sont pourtant loin d'être stable en raison des nombreux coups d'État et États faillis. Par exemple, depuis 1960, le Tchad a connu cinq coups d'État. Cela met en lumière l'instabilité de ces pays et la difficulté pour la France d'agir dans les régions de son arc de crise pour ses intérêts.

Bien que l'expression arc de crise soit virtuelle, de nombreux pays en délimitent une, et des organisations internationales peuvent agir dans l'objectif de stabiliser et mettre fin à ces crises. En effet, née peu de temps avant le début de la guerre froide, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a pour but de pacifier le monde et de mettre fin aux différents conflits mondiaux. Cependant, bien que cette organisation soit d'ampleur mondiale, ses actions dans les pays, qui sont souvent inclus dans des arcs de crise, ont des résultats limités. De fait, l'opération MINUSS (Mission des Nations Unies au Sud

Soudan) avait pour but de stabiliser le nouveau territoire sud-soudanais suite à l'indépendance du Soudan du Sud en 2011. En revanche, malgré cet objectif de stabilisation, une guerre civile a éclaté dans ce pays entre 2013 et 2018. Cela montre bien la difficulté, même pour une grande organisation internationale, à stabiliser les régions concernées par des arcs de crise.

Les organisations internationales ont, en outre, une grande difficulté à établir un arc de crise clair et commun à ses États membres. Effectivement, l'ONU est une organisation internationale, donc un sujet dérivé de ses États. Or, bien que chacun des États définissent leurs propres priorités, leurs propres arcs de crise, il est difficile de s'accorder à plusieurs. Par exemple, une fois encore, en février 2025, la question de la réaffirmation du soutien des États à l'Ukraine, dans le cadre de la guerre avec la Russie, a fait débat et beaucoup divisée. En effet, lors de ce vote, 18 pays se sont opposés et 65 se sont abstenus. À l'ONU, sur cette question, les États-Unis ont la même position que l'Érythrée. Par conséquent, avant de vouloir stabiliser une région ou un pays qui subit des crises, encore faut-il réussir à s'accorder sur des priorités, un arc de crise commun.

Ainsi, bien que, depuis le début de la guerre froide, la délimitation d'un arc de crise soit essentielle pour tenter de faire respecter ses intérêts stratégiques dans le monde, son application est complexe. Certaines interventions permettent d'établir une stabilité, souvent temporaire, mais très souvent les actions échouent ou amplifient le conflit et les crises.

Depuis le pivot vers l'Asie des États-Unis en 2011, sous l'administration OBAMA, l'Indo-pacifique est devenue une priorité stratégique. L'Oncle Sam parviendra-t-il à faire prévaloir ses intérêts dans cette région ?